

SAINT-CYR ALUMNI

Brexit, un an après

PAR FRÉDÉRIC MONLOUIS-FÉLICITÉ - PROMOTION « GÉNÉRAL GUILLAUME » (1990-93)

En 2016, le Royaume-Uni choisissait, par référendum, de quitter l'Union européenne. Il y a un an, le 31 décembre 2020, le pays achevait sa séparation d'avec l'UE, après d'interminables et âpres négociations. Impasse en Irlande du Nord, chute du pouvoir d'achat, baisse spectaculaire des échanges commerciaux avec l'UE, départ contraint de plus d'un million de travailleurs étrangers... Le coût politique, social et économique du *Brexit* est immense. L'occasion de demander à deux saint-cyriens, « Français de Londres » et résidents de longue date, de dresser un premier bilan tiré de leur expérience. Le point de vue britannique sur la question nous est fourni par Robert Tombs, professeur émérite à Cambridge, avec une réflexion géopolitique et historique sur la place de la Grande-Bretagne dans le monde. *Global Britain* : simple slogan ou réalité ?



Brexit time in the City : « In the Mood of Love »

PAR CHRISTOPHE MALHERBE - PROMOTION « CAPITAINE STÉPHANE » (1992-95)

Après cinq années de narratif volatil et enflammé des autorités politiques sur le *Brexit* et deux ans après la séparation du Royaume-Uni de l'Union européenne, que peut en discerner un saint-cyrien, ancien officier parachutiste, « Français de Londres » depuis 15 ans et aujourd'hui directeur des investissements pour un fond de placement européen ? Carte postale depuis Londres...



C'était bien longtemps avant le Covid-19, vous en souvenez-vous ? Toutes les discussions portaient sur le *Brexit*. Les journaux en Europe regorgeaient de prédictions condescendantes sur l'avenir de la Grande-Bretagne. Peu d'éditorialistes s'aventuraient à évoquer les résultats des référendums français et néerlandais de 2005 contre le projet de Constitution européenne. Les gouvernements respectifs avaient concentré leurs efforts sur la réinterprétation de ce fait démocratique, non sans contorsions. Dix ans plus tard, en 2016, 52 % des votants en Grande-Bretagne se prononçaient pour la séparation d'avec l'Union européenne. Je lisais partout que le *Brexit* allait sonner une certaine revanche de l'Europe continentale dans la course à l'éminence financière. Je vous mets au défi de trouver à l'époque un analyste, un journaliste ou un économiste qui prédisait que le *Brexit* entraînerait une augmentation du nombre de banques opérant en Grande-Bretagne, ou que moins de 10 000 emplois financiers seraient transférés en Europe. Il semble, pourtant, que cela se soit passé.

En 2019, 308 banques opéraient en Grande-Bretagne. Deux ans plus tard, en septembre 2021, le régulateur financier britannique en dénombre 329.

Cette augmentation semble contre-intuitive, compte tenu de la rhétorique très pessimiste pré-*Brexit*. Très peu de banques se sont « délistées » des registres bancaires britanniques. Cette inscription permet d'exercer sur les marchés financiers et s'acquiert après conformation aux standards fixés par la Banque d'Angleterre. En revanche, un nombre conséquent d'institutions

financières majoritairement d'Europe continentale se sont inscrites dans le système britannique... Ces banques entrantes ont estimé qu'il valait mieux être dans le coup dès le début, reconnaissant de facto la Grande-Bretagne comme un marché clé et attractif, où une présence est essentielle.

Le *Brexit* a accéléré des changements qui se seraient produits naturellement et a induit de nombreuses mutations, en poussant les banques à revoir leur stratégie. Nombreuses sont les institutions financières européennes continentales qui en ont profité pour rationaliser et amincir leurs structures ! Que les chats maigres lèvent le doigt : l'obésité induite par les régulations successives et les diversifications parfois hors des cœurs de métier a gagné les institutions financières depuis deux décennies et le manque d'agilité s'est fait sentir. Le *Brexit* a servi de justification opportune pour restructurer les « *trading desks* » et autres « *back-offices* ».

Le dernier « *Financial Services Brexit Tracker* » publié par EY, un des grands cabinets d'audit, offre une perspective tout en contraste. Sur 1 900 milliards € d'actifs que les instances européennes estimaient transférables en 2018, 1 300 milliards l'ont été jusqu'ici. Si les actifs ont été relocalisés, les personnels les plus seniors c'est-à-dire les *decision makers*, sont principalement restés à Londres : seuls 7 600 *jobs* ont été transférés, principalement à Dublin et Luxembourg sur les 80 000 estimés.

La place de Londres conserve une masse critique, avec des actifs immatériels significatifs. La concentration d'institutions financières et de professionnels talentueux

dans les métiers les plus diversifiés, l'absence de stigmatisation de l'échec, un fuseau horaire à cheval sur les Etats-Unis et l'Asie semblent pour cela des atouts majeurs.



La capitale britannique attire les jeunes professionnels de tous pays et demeure favorable à l'établissement des familles grâce à ses villages juxtaposés dans une métropole de 9 millions d'habitants ; et ce, en dépit de prix de l'immobilier semblables à ceux de Paris. J'en suis en quelque sorte un témoin microscopique, ayant été appelé récemment par un fond de placement pour y diriger ses stratégies d'investissement européennes, une création de poste avec un renforcement de l'équipe.

L'annonce récente par JP Morgan Chase, une des plus grandes banques de Wall Street, du développement de leur nouvelle banque numérique à partir de la Grande-Bretagne avant de s'étendre en Europe continentale démontre l'importance du marché britannique et rappelle à point nommé cette prééminence du secteur britannique dans les services financiers. Voilà une perspective résolument positive sur la capacité de résilience de la Grande-Bretagne. Sans parler de la

nouvelle donne transatlantique avec les États-Unis, dont les effets vont se faire sentir à moyen terme.

Il est très possible d'observer d'autres conséquences du *Brexit* dans les prochaines années, celles-là plus défavorables à la Grande-Bretagne. Dans un environnement où les institutions financières sont par essence réticentes aux changements brusques et incontrôlés, les processus sont lents, les décisions à prendre complexes et donc longues à mûrir. Néanmoins des enjeux cruciaux commencent à apparaître. Avec la mondialisation, ils paraissent plus incontrôlables et prééminents que dans des sociétés plus locales. La montée des tensions démographiques, la disruption technologique, le changement de paradigme vis-à-vis des dangers biologiques ou climatiques, la consommation effrénée des ressources de notre planète, le transhumanisme ou la tectonique des religions sont autant de sujets qui peuvent nous surprendre et nous submerger. Un arrêt quasi-complet de la planète pour plusieurs mois paraissait inconcevable mi-2019. Les anticipations des banques minimisaient la possibilité d'un événement *black swan*, alors que les autorités de régulation financière souhaitaient l'intégrer davantage dans les ratios prudentiels. Pourtant, nous ne pouvons plus ignorer depuis mi-2020, ce qu'il en a été. Il n'est désormais plus irréaliste que d'autres événements majeurs bousculent le *Brexit* et le rendent secondaire.

Lever la tête, prendre son inspiration du monde dans sa globalité et embrasser les changements plutôt que vouloir les contrecarrer : mon immersion dans le monde anglo-saxon m'a aidé à comprendre pourquoi les Britanniques veulent relever le défi du vote de 2016 envers et contre tout, quand quatre présidents français successifs ont choisi une autre route, sûrement moins coûteuse « en sang et en larmes » à court terme, que celle suggérée par le référendum de 2005 sur l'Europe.

